

Termes de Références

Assistance maîtrise d'ouvrage (AMOA)

pour accompagner la modernisation des bâtiments/bureaux administratifs concernés par la délivrance des services publics cibles

1. Contexte.

La transformation digitale de la prestation de services publics, suppose d'adresser les défis de la fracture numérique (et énergétique) surtout dans les zones rurales et enclavées. Alors que 60 % des communes sont couvertes par les réseaux de capacité du 3G au minimum, moins de 30 % des bâtiments administratifs disposent d'un accès fiable à des sources d'énergie électrique, qui permettrait de soutenir un accès sécurisé et garanti aux systèmes d'informations et base de données. C'est l'envisagé pour la modernisation de l'état civil.

Dans une vision ambitieuse de sa transformation digitale, l'administration malagasy a initié plusieurs chantiers numériques, dont certains visent particulièrement à adresser le défi de l'équipement et de la connectivité dans les zones périphériques. Ces initiatives résultent souvent du manque de données fiables/à jour sur les infrastructures à équiper, éventuellement à réhabiliter, et à connecter.

Ainsi, le PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité MalagasY (PRODIGY) s'est fixé comme objectif d'assurer une connexion sécurisée de plus de 2500 "entités d'état civil" et d'identité (communes, districts, juridictions, Ambassades) d'ici 2024 (indicateur C1-03). D'autres entités ont également exprimé un besoin de connectivité comme le cas des services du MEF, universités.

La digitalisation du secteur public rencontre plusieurs difficultés et faiblesses. La connectivité est négociée au cas par cas. Les acquisitions matérielles ne sont pas normalisées et faiblement sécurisées dans les lieux d'exploitation (en particulier électricité). Les capacités digitales locales (surtout communes) restent faibles. De nombreuses initiatives de digitalisation sont menées dans le portefeuille de la Banque mondiale, des PTFs, en plus de celles du Gouvernement (MNDPT, MEF, CNaPs). Ces initiatives sont peu coordonnées alors que l'accélération de la transformation digitale au niveau local requiert mutualisation, synergies positives entre les différents chantiers multidisciplinaires. Les ressources financières disponibles sont suffisantes pour l'équipement des bénéficiaires à court/ moyen terme.

Compte tenu de l'importance des enjeux, le nombre d'acteurs et d'initiatives en cours, il a été retenu de recruter un assistant à la maîtrise d'ouvrage lié aux activités de mise aux normes des infrastructures et d'équipements de connectivité de bâtiments/bureaux administratifs concernés par la délivrance de services publics cibles tel que l'état civil.

2. Objectif du mandat

Ce mandat a pour objectif d'accompagner la modernisation des bâtiments/bureaux administratifs concernés par la délivrance des services publics cibles, en visant particulièrement à :

- la mise aux normes des bâtiments/bureaux administratifs concernés par la délivrance des services publics;
- l'assistance à la passation des marchés

3. Résultats attendus.

Résultats	Livrables	Vérification
Cartographie de la fourniture de services dynamique	Plateforme de cartographie accessible en ligne Plan type de bureau d'état civil par typologie des communes et STD	Adresse web communiqué par le prestataire
Normes de prestation de services communaux	normes et standards pour la prestation des services publics cibles	
Assistance à la passation des marchés	Rapport d'avancement	Rapport de terrain

4. Modalités d'intervention et Attentes méthodologiques

Type de contrat : Le consultant sera recruté dans le cadre d'un contrat en deux phases organisé en chantiers.

- Phase 1: Cartographie et normalisation
- Phase 2: AMOA

Partenariat avec les écoles d'ingénieurs, ordres professionnels ou/et agents de l'administration. Compte tenu de l'envergure du mandat, le consultant veillera à développer une approche qui assure la pleine appropriation des activités par les agents de l'administration et des écoles d'ingénieurs. Dans cette optique, il est attendu du consultant qu'il mobilise les agents de l'administration, et les meilleurs étudiants de niveau Licences et Masters, des écoles d'ingénieurs publiques, pour participer aux travaux de recensement des infrastructures et la collecte des données locales. L'idée est que les agents de l'administration et/ou le réseau d'université partenaire, soit par la suite en mesure de continuer de façon professionnelle et sécurisée le maintien de ce système d'information pour le service public. Pour la préparation de l'offre, les auxiliaires mobilisés seront indemnisés selon la grille des perdiem en vigueur au sein du projet.

Gestion des risques environnementaux et sociaux . Le projet étant financé par la Banque mondiale, l'approche du consultant veillera à intégrer les meilleures pratiques nationales et internationales pour la gestion des risques liées aux risques. Les documents y afférents peuvent être téléchargés au lien <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/environmental-and-social-framework>.

Conformément au cadre environnemental et social de la Banque mondiale (CES), 05 normes environnementales et sociales (NES) coïncident avec la mise en œuvre du projet : NES1 Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux ; NES2 Travail et conditions de travail ; NES3 Efficacité des ressources et

prévention et gestion de la pollution ; NES4 Santé et sécurité des communautés ; NES10 Engagement des parties prenantes et divulgation d'informations.

PRODIGY a développé également des outils de gestion environnementale et sociale pour faire face à ces risques suivant le CES de la Banque Mondiale :

- Le Plan d'engagement des parties prenantes (PMPP) qui présente les démarches à suivre par le Projet afin de mettre en œuvre un robuste programme de dialogue avec les parties prenantes, les personnes affectées par le projet ou celles qui ont intérêt dans le projet ;
- Le Procédure de gestion de main d'œuvre (PGMO) ;
- Un cadre de gestion des déchets d'équipements électroniques et électriques (DEEE) ;
- Le plan d'engagement environnemental et social (PEES) qui prévoit des mesures et des actions pour se conformer à ce cadre environnemental et social.

Ainsi, il convient de considérer, entre autres les aspects suivants :

Conception technologique. La conception technique proposée doit respecter les exigences applicables qui doivent être prises en compte dans la conception, conformément aux exigences légalles nationales, aux lignes directrices en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité (DEHS) et à d'autres Bonnes Pratiques Internationales de l'Industrie (BPII). Cela peut inclure, le cas échéant :

- a. la prise en compte des considérations relatives au changement climatique dans la conception structurelle ;
- b. l'intégration de toute exigence obligatoire en matière d'accessibilité ;
- c. l'application de toute mesure supplémentaire nécessaire pour satisfaire aux exigences d'accessibilité universelle (c'est-à-dire un accès sans entrave pour les personnes de tous âges et de toutes capacités dans différentes situations et circonstances, telles qu'énoncées dans le BPII) dans la rénovation des bâtiments et structures ; et
- d. toutes exigences applicables en matière de certification ou d'approbation par les autorités compétentes ou les professionnels ; suivant le document ESF-ESS4: Community Health and Safety and Guidance Note for Borrowers- ESS4: Community Health and Safety.
- e. Les risques sur l'environnement physique, biologique et humain environnant les infrastructures, ainsi que les risques engendrés par les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont minimisées ;

Présence et disponibilité. Le personnel clef du consultant devra assurer une présence d'au moins 75 % de son temps auprès du client, à Antananarivo et en région, tout au long du mandat. Si des circonstances majeures, de type épidémies sanitaires, venaient à survenir dans l'exécution du mandat, l'approche d'intervention devait être revue en conséquence et dans les meilleurs délais.

Approche par vague et lot. Compte tenu de l'envergure du mandat, une approche par vague régionale pourra être considérée. Ceci suppose d'avancer sur le chantier 2 à partir d'un échantillonnage. La réalisation du chantier 1 et 2 se fera sur la base d'un lot intégrant :

- toutes les communes dans le chefs-lieux de districts

- tous les bureaux de districts
- tous les TPI
- 10 % des communes rurales (A la fois CR1 et CR2)

Pilotage et gestion du mandat. Un task force sur la mise aux normes sera mis en place. Elle sera composée de représentants des ministères clés et des Communes . Cette task force bénéficie de l'appui au quotidien d'un gestionnaire de projet (PO). Le gestionnaire du projet assurera la mise en place d'une instance de pilotage de ce mandat pour assurer la gouvernance de ce projet.

Open Source et format de documents. Toutes les solutions informatiques seront développées sur des logiciels open source. Le consultant inclura dans son offre, les ateliers de formations pour atteindre un niveau avancé, à la manipulation de ces outils au besoins, si les versions open source ne sont pas disponibles :

- Postgres et PostGIS sont à privilégier pour les bases de données cartographiques ;
- QGIS comme outil de visualisation cartographique ;
- Pour les plans et dessins, ce sera un logiciel open source.

5. Tâches et organisation du mandat.

Responsabilités générales.

Le mandat est structuré autour de plusieurs chantiers, pouvant être regroupés par phase. Les chantiers peuvent être menés en parallèle. Les interventions du consultant couvriront les aspects suivants :

Chantier 01. Cartographies et analyses techniques

objectif	Ce chantier vise à mettre à disposition des parties prenantes les informations détaillées à jour pour apprécier les conditions et capacités de prestation des services de l'état civil et identité.
Approche	<p>Le consultant proposera une méthodologie de collecte de données collaboratives, incluant du crowdsourcing</p> <p>Le consultant proposera une méthode qui permettra de confier la collecte de données et l'évaluation des infrastructures et niveau de services, sous son encadrement, à (i) des étudiants des universités partenaires et (ii) des agents de niveau ingénieurs</p> <p>Ceci inclut, le développement d'une méthodologie de collecte, la formation et le déploiement d'une plateforme suffisamment robuste pour recueillir les données, la mise en place d'un réseau d'acteur capable de maintenir le dispositif de cartographie.</p> <p>Le prestataire exploitera au mieux les bases de données disponibles et veillera à les consolider dans un système d'information accessible en ligne, et disposant d'un API.</p> <p>Le consultant mettra en place, sur un serveur sécurisé, un système de suivi cartographique de l'avancement du chantier qui devra être accessible 24/7 /7 en ligne.</p> <p>Le consultant sera entièrement responsable de la qualité des</p>

données fournies.

La gestion du système d'information cartographique sera assurée au réseau d'université en fin de mandat. Le consultant fournira à cet effet un appui pour structurer ce réseau (formation, guide, etc.). Les universités pourront mettre à disposition du consultant des ressources intellectuelles pour le développement et le déploiement de la plateforme (une dizaine d'étudiants et professeurs d'université).

Les collectes de données et analyses se feront sur base de cadres/référentiels/questionnaires à finaliser et tester en début de mandat. Une version initiale des questionnaires est accessible dans son offre de service au lien suivant.

Le consultant présentera une version améliorée des questionnaires dans son offre :

<https://docs.google.com/document/d/1mtcCbusLKzTUe-82is8IKuu3Vx083K4Pu8AUUoqpQEU/edit?usp=sharing>

La collecte des données sera digitalisée sur tablette. Le consultant devra assurer la traçabilité des enquêtes, y compris l'itinéraire des agents de terrain.

Le prestataire est encouragé à associer les appels téléphoniques à haute fréquence, et les visites effectuées sur terrain pour optimiser les budgets et le temps de collecte.

Chaque site validé (sur la base de l'échantillonnage) devra être visité au moins une fois par l'équipe encadrée par le consultant.

Il est proposé de commencer la collecte de données sur la base d'un ou plusieurs échantillon(s) représentatif(s) et d'améliorer le questionnaire et processus de collecte de données de façon agile au fur et à mesure. Une telle approche devrait permettre la simultanéité des chantiers, notamment, l'élaboration de normes et standards, à partir d'un échantillon suffisamment représentatif, de même les cahiers des charges pourraient être rendus au fur et à mesure.

Entre autres, la plateforme géographique devrait par exemple permettre aux agents des collectivités et STD de participer en ligne, ou par formulaires digitaux au remplissage et à la vérification des données.

Le consultant aura accès aux bases de données existantes sur les services publics, en début de mandat, notamment les résultats d'un travail préliminaire d'inventaire en cours au niveau de chaque district, ainsi que les données du recensement général de la population.

ATTENTION. Les services de sécurité publique sont absolument exclus de ce mandat. Le personnel mobilisé par le consultant s'interdit de collecter toute information, sans leur autorisation expresse, dans le cadre de ce mandat.

Tâches	<p>Le consultant conduira une série d'enquêtes et activités de collecte de donnée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualité des infrastructures : localisation, plan de masse à jour, appréciation du bâtiment, évaluation spécifique de lieux d'archivage sécurisé, modélisation 2D et 3D du bâtiment/bureaux. - matériels et équipement informatique : inventaire et évaluation de la qualité/ vétusté/ obsolescence, identification des détenteurs/utilisateurs, - réseau électrique/sécurisation électrique : inventaire des sources d'énergies actuelles, évaluation situation actuelle et des besoins potentiels, identification lieux de d'installation de panneau solaire/boîtier de distribution, besoin d'upgrade, évaluation des coûts annuels/mensuels - solutions digitales et offres de services numériques utilisées par la commune : inventaires des solutions et type de données gérées - Télécommunication; évaluation de la qualité des signaux 2G, 3G, 4G dans le périmètre du bâtiment de localisation du service d'état civil, évaluation des coûts mensuels/annuels - les compétences : évaluation des capacités informatiques/digitales (digital literacy) <p>Le consultant procédera à une analyse des données en vue de dresser des typologies, dont le niveau de maturité digitale (de façon simplifiée)</p> <p>La commune est le principal point d'analyse, avec désagrégation par district/régions.</p> <p>Le consultant procédera également à une analyse détaillée des coûts actuels de connectivité de l'administration en général, à travers un travail avec le ministère des finances. Ceci inclut une exploitation des bases de données comptables et de la documentation budgétaire.</p>
Services à évaluer/collecter	<p>1695 Communes (Base de l'échantillon) 119 bureaux de préfecture et districts 44 TPI pour le MINJUS</p>
Délais	<p>Le chantier devra être réalisé dans un délai de 90 jours.</p>
Partenaires de mise en œuvre à considérer	<p>FTM- institut national géographique Observatoire de la Décentralisation et du développement Local Ecoles Supérieures polytechniques d'Antananarivo, de Diego Institut Supérieur de Technologies d'Antananarivo, de Diego,</p>

	<p>d'Ambositra Ecole de Management et d'innovation, Ecole Nationale d'Informatique, Fianarantsoa Ecole National d'Administration</p>
<p>Livrables</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● fiche d'évaluation par commune, par district et TPI présentant une fiche individuelle par site ● cartographie interactive avec toutes les bases de données correspondantes et manuel d'utilisation ainsi que plan de durabilité ● rapport d'analyse global présentant entre autres une typologie par communes, par catégorie de service et une estimation des coûts actuels d'équipement et de connexion par site. ● Analyse détaillées et consolidée des coûts de fonctionnement des services digitaux de l'administration ● Plateforme cartographie accessible en ligne, et installée sur le cloud. <p>Le plan détaillé de chaque rapport et les fiches de collectes seront validés lors de la mission de démarrage.</p>

Chantier 02 : stratégie agile et mise aux normes des bureaux/bâtiments administratifs

objectif	Concevoir de façon collaborative, les meilleures options (stratégiques et opérationnelles) pour la normalisation en infrastructure physique des cibles (CEC, districts, TPI), dotation d'équipement numérique, et de connectivité (internet et réseau local)
Approche	<p>Il est attendu du consultant qu'il déploie une méthodologie agile, de type design thinking/PDIA pour concevoir, et tester de façon collaborative, les options stratégiques et opérationnelles, et identifier les défis de gestion du changement, pour l'atteinte des objectifs du mandat.</p> <p>La démarche, devra s'assurer à capturer les besoins et exigences des parties prenantes et usagers (notamment les personnes à mobilités réduite) pour atteindre les objectifs du mandat.</p> <p>Les options stratégiques seront, une fois les options générales, validées déclinées, par l'équipe du consultant en note spécifique pour chacune des localités.</p> <p>Le consultant élaborera également les normes et standards à respecter pour la qualité de services. Ces normes doivent entre autres comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● l'accès des personnes vulnérables et handicapées dans les bâtiments publics. ● protection incendie ● sécurité électrique ● sécurités physiques des infrastructures ● protection des données personnelles <p>Le consultant préparera tout le matériel nécessaire à ce chantier, et une fois les stratégies et options opérationnelles validées, les plans d'affaires y afférent - intégrant l'analyse économique.</p> <p>Le consultant associera le cabinet de communication, pour la stratégie IEC correspondants aux options retenues.</p>
Délais	45 Jour, après la fin chantier 1
Partenaires de mise en œuvre	<p>Task force</p> <p>PTFs clefs</p> <p>Association des communes/maires</p>

	Société civile et usagers, dont association des personnes handicapées Bureau des normes
Livrables	<ul style="list-style-type: none">• Normes et standards de services• Options stratégiques et opérationnelles assorties au plan d'affaire et au plan de communication• Vidéo de maximum 10 minutes présentant les options stratégiques, en malagasy et en français• Option et stratégie de passation des marchés

Chantier 03 : APS ET APD

Objectif	Normalisation des centres d'état civil (CEC) et/ou bureau d'état civil à travers APS et APD
Démarche	<p>Le consultant devra être en mesure de développer une note de recommandation et les cahiers des charges standards pour la mise aux normes des CEC et/ou bureau d'état civil et de structurer de façon optimale la passation des marchés.</p> <p>La note d'orientation doit proposer un plan de financement et la répartition des responsabilités en fonction des partenaires disponibles.</p> <p>Les cahiers de charges concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">• les équipements numériques, matériels et mobiliers de bureaux ;• la sécurisation électrique (devant permettre l'alimentation hybride) solaire/réseau commercial. Dans les endroits non électrifiés, le solaire sera l'option privilégiée, dans ceux déjà électrifiés, le solaire sera présentée comme une option de secours.• la mise aux normes de sécurité et d'accès du bâtiment des CEC et/ou bureaux d'état civil (dont salles des archives, point d'accès au service de la population) ;• la mise aux normes pour l'accès des personnes à mobilité réduite/handicapées ;• le plan de gestion environnemental et social (PGES) / Plan de formation des parties prenantes en termes de sauvegarde sociale (formation IST/VIH– SST – VBG) / Clauses environnementales et sociales, code de bonne conduite. <p>Pour les solutions d'électrification, le consultant devrait favoriser les technologies off-grid, surtout dans les milieux défavorisées et ruraux. En outre, le consultant s'appuiera sur l'expérience acquise au cours du projet LEAD en matière d'éclairage, de réfrigération, de stérilisation et d'autres services par le biais des solutions off-grid, ce qui a permis d'électrifier 500 centres de santé.</p> <p>Le consultant procédera à l'évaluation des coûts suivant la typologie de commune retenue et également de bureau d'état civil auprès des TPI, et préparera les dossiers d'appel d'offres types et les propositions de lotissement à partir/intégrant APS et APD.</p> <p>Le consultant se tiendra disponible pour participer à la campagne de mobilisation des financements autour des cahiers des charges.</p> <p>L'idéal serait ici d'avoir des approches coordonnées par localité, dans une démarche coordonnée des sources de financement, sachant que ces financements peuvent inclure des financements propres de chaque bénéficiaire. Certaines communes (cas des</p>

	communes minières sont en effet capable de mettre par elles même les investissements nécessaires sur leur propre fonds). Dans d'autres cas, le fonds national de péréquation pourrait être mobilisé.
Délais	2,5 mois.
Partenaires de mise en œuvre	Communes FDL Fonds national de péréquation
Livrables	Note d'orientation par communes retenue APS, APD Cahiers des charges types <ul style="list-style-type: none"> • Connectivité • équipements et mobiliers de bureau Proposition de lots.

Chantier 04 : Assistance à la passation des marchés

objectif	Qualité et conformité des approvisionnements dans les délais.
Approches	En appui à l'Unité de gestion du projet, le prestataire assurera toutes les étapes techniques de la passation des marchés Le prestataire sera rémunéré, pour ce chantier, sur la base des tâches effectuées (success fee).
Tâches	<ul style="list-style-type: none">- rédaction des DAO/DDP/AMI,- constitution des listes restreintes, évaluation, appui à la négociation des contrats <p>Le prestataire assurera l'adaptation des documents aux procédures de la Banque mondiale, et d'autres bailleur de fonds qui auront été mobilisés où à défaut proposera des approches de passation des marchés harmonisées, permettant l'optimisation des budgets.</p> <p>Cette phase de passation des marchés comporte un aspect important d'accompagnement des communes à chaque étape du processus d'approvisionnement, afin qu'elle soit en mesure de capitaliser de cette expérience.</p>
Délais	03 mois.
Partenaires de mise en œuvre	PTFs INDDL/ARMP/DGU Agence de communication
Livrables	DAO rapport d'activité mensuelle

Rémunération du consultant. La rémunération du consultant comprend :

- une partie fixe (honoraires et frais)
 - chantier 1 et 2
- et une partie variable constituée des frais de gestion des enquêteurs (agents des universités) et de la passation des marchés. rémunération des enquêteurs selon la grille suivante
 - success fee sur DAO - contrat signé ;
 - L'indemnité pour la mobilisation des enquêteurs est à raison de 100 000 Ar par jour ;
 - La rémunération variable est plafonnée à 3 %.

6. Profil du consultant.

Le mandat sera confié à un cabinet/consortium de cabinet capable de mobiliser des expertises complémentaires, en termes de collecte de données, de génie civil, de télécommunication, d'énergie...

Critères de préqualification :

- ❖ Justifier d'au moins
 - dix (10) ans d'expériences générales dans les domaines de génie civil, génie rural et collecte de données qualitatives et quantitatives couvrant Madagascar. Les expériences dans les pays en voie de développement aux zones fortement enclavées et faible densité de population (autre que Madagascar) constitueront un atout.
 - une (01) mission réussie en développement et opérationnalisation d'action de transformation digitale en milieu rurale au cours des cinq (05) dernières années;
 - deux (02) missions réussies en structuration de transaction de fourniture de service numérique pour les zones enclavées au cours des cinq (05) dernières années ;
 - deux (02) missions réussies en collecte de données qualitatives et quantitatives au cours des cinq (05) dernières années ;
 - cinq (05) ans d'expériences dans la gestion et le contrôle de travaux de génie civil ;
 - ayant au moins deux (02) expériences en ciblage d'au moins 500 ménages chacune, au cours des cinq (05) dernières années.
 - ayant au moins cinq (05) expériences réussies dans la gestion de processus de passation des marchés de plus de 100 000 dollars américains (USD) ;

Critères additionnels de la DP :

Titre	h/jour
PERSONNELS CLÉS	
<p>E01, Chef de mission, résident</p> <ul style="list-style-type: none"> ● BACC+5 en gestion de projets, en Bâtiment et Travaux Publics ou équivalent; ● Dix (10) ans d'expériences dans la gestion des transactions complexes liées à la transformation digitale en zones enclavées/fragile ; ● Dix (10) ans d'expériences de gestion d'équipe pluridisciplinaires ; ● Pratique des outils digitaux de travaux et d'animation collaborative ; ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral ; ● Connaissance du malagasy apprécié 	300
<p>E02, Ingénieur réseau Télécommunication séniors.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Formation supérieure Bac+5 en informatique option Télécommunication ou équivalent ; ● Justifiez de 10 années d'expériences sur un poste similaire dans les 10 dernières années ; ● Trois (03) expériences réussies dans le recueil et la définition des besoins d'entreprise, des clients, des utilisateurs en matière de systèmes télécoms (capacité, fiabilité, sécurité, etc.) ; ● Trois (03) expériences réussies dans la Définition et l'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques d'un réseau, d'équipements télécoms (matériel, logiciel, implantation) ; ● Expériences dans la conception d'un projet télécom ; ● Maîtrise de différentes technologies, électroniques, analogiques et numériques, micro-électroniques ou informatiques ; ● Aptitude au dialogue avec des interlocuteurs très divers, des chercheurs aux utilisateurs ; ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. ● Connaissance du malagasy 	200
<p>E03, Ingénieur Génie civil</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Avoir un diplôme de Bac +5, ingénieur bâtiment (ou équivalent) ; ● Avoir justifié d'une expérience minimum de huit (08) ans sur des projets Génie civil (Industriels, Constructions, Infrastructures) dans les dix (10) dernières années ; ● Autonome et force de proposition, capable de faire les meilleurs choix en matériaux, matériels et variantes techniques sans perdre de vue la performance et l'optimisation des coûts ; ● Aptitude au dialogue avec des interlocuteurs très divers, des chercheurs aux utilisateurs ; 	200

Titre	h/jour
<ul style="list-style-type: none"> ● Pratique des méthodes agiles ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. ● Connaissance du malagasy 	
<p>E04. Ingénieur génie électrique, BAC + 4/5 génie électrique</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Huit (08) ans d'expériences en électrification rurales mobilisant les énergies renouvelables ● Expériences en conception électrique : réalisation/lecture de schémas électrique, élaboration de note de calcul, rédaction de spécifications techniques ; ● Aptitude au dialogue avec des interlocuteurs très divers, des chercheurs aux utilisateurs ; ● Pratique des méthodes agiles ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. ● Connaissance du malagasy 	200
<p>E05. Spécialiste en passation des marchés</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Niveau Bac + 5, ingénieur en gestion de projet, gestion, économie, administration ou équivalent ; ● Plus de dix (10) ans d'expériences dans le domaine de la passation de marchés ; ● expérience des passations de marchés agile de services numériques ; ● Bonne connaissance des procédures de passation des marchés des bailleurs de fonds (Union Européenne, Banque mondiale, Système des nations unies); ● Expérience de la formation en passation des marchés ● Expérience de la gestion de contacts multiples pour des budgets consolidés de plus de 10 000 000, 5 000 000 USD ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. 	200
<p>E06, Expert Géomatique</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Au moins Bac +4 en télédétection, géographie ou équivalent ; ● Cinq (05) ans d'expériences en analyse cartographique et/ou système d'information géographique ; ● Trois (03) références professionnelles ; ● Pratique confirmée du français et de l'anglais 	200
<p>E07, Expert en Analyse de données/gestion de base de données</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Niveau Bacc + 5 en mathématiques, Statistique, Économie ou équivalent ; ● Minimum trois (03) expériences réussies dans le domaine ; ● Cinq (05) références professionnelles d'analyses de données communales ; ● Pratique du français et de l'anglais à l'écrit et à l'oral 	150

Titre	h/jour
<p>E08, Contrôleur Qualité principal</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Avoir un diplôme d'ingénieur Bacc+5 en bâtiment et travaux publics ou équivalent ; ● Minimum trois (03) expériences réussies dans le domaine de contrôle qualité travaux ; ● Connaissances des matériaux et des techniques de fabrication ; ● Maîtriser les instruments de mesures nécessaires pour l'analyse des échantillons ; ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. 	150
<p>E09. Socio-économiste de niveau (Bac + 5)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Minimum cinq (05) ans d'expériences dans la réalisation des études socio-économiques dans le domaine génie et infrastructure civil et rurale ● Minimum deux (02) expériences nationales dans la réalisation des études similaires à la présente mission ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. 	100
<p>E10. Superviseurs régionaux de la collecte de données (6)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Niveau d'ingénieur, Bac + 5 en mathématiques, Statistique, Économie ou équivalent ; ● Minimum deux (02) expériences nationales réussies en supervision d'enquêtes/cartographies ● Pratique confirmée du français à l'écrit et à l'oral. ● Connaissance des dialectes locaux appréciées 	100

Présentation de l'offre.

L'offre du consultant comprendra :

1. Les formulaires classiques, recommandés par le DP, une vidéo de maximum dix (10) minutes, présentant l'offre du consultant :
 - a. Compréhension du mandat : compréhension des enjeux
 - b. Pitch du chef de mission de maximum 1 min 30
 - c. Présentation des personnels clés (2 min)
2. Un prototype de l'architecture de la base de données
3. Présentation détaillée de l'approche d'encadrement des évaluateurs et du partenariat avec les universités.

Documentation.

En répondant à cette offre, le consultant, et en particulier son chef de mission, déclare avoir pris connaissance de la documentation suivantes:

1. Le document d'évaluation de projet PRODIGY
2. L'accord de financement du PRODIGY
3. L'évaluation des systèmes de gestion de l'identité Madagascar
4. La loi 2018-027 portant réforme de l'Etat civil à Madagascar
5. La loi 2014-025 sur la Signature Électronique.
6. La loi 2014-026 fixant les principes généraux relatifs à la dématérialisation des procédures administratives
7. La loi 2014-038 sur la protection des données à caractère personnel
8. Loi n° 2014-024 sur les transactions électroniques
9. La loi n° 2014-006 sur la lutte contre la cybercriminalité
10. Décret 2010-906 portant création , organisation et fonctionnement de l'Observatoire National de la Cybersanté
11. La stratégie d'e-gouvernance
12. Les termes de référence de la mission SAFI
13. Le site web de l'unité de transformation digitale
14. La RGPD européenne.
15. Site <https://www.cnlegis.gov.mg>
16. Le site de l'institut National Géographique (FTM)
17. Le site de l'institut National de Statistique